

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 28 juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT

10 chemin d'Eragny
95550 Bessancourt

Références : UD95-2025-460
Code AIOT : 0006505476

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT implanté 10 chemin d'Eragny 95550 Bessancourt. L'inspection a été annoncée le 17/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du suivi courant du site, une inspection a été réalisée sur le site de valorisation, transit, regroupement et tri de déchets dangereux et non-dangereux SOREVO à Bessancourt, afin de vérifier, d'une part, la situation administrative du site et d'autre part, le respect de certaines prescriptions opposables à ce type d'activités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT
- 10 chemin d'Eragny 95550 Bessancourt
- Code AIOT : 0006505476
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

L'activité du site a été autorisée en 2003 pour diverses activités de collecte, regroupement et tri de déchets sur le site de Bessancourt. Par arrêté du 19 novembre 2019, l'exploitant a obtenu une autorisation environnementale pour la mise en place d'un broyeur de ferrailles.

À ce jour, le site regroupe les activités suivantes :

- Collecte, regroupement de déchets dangereux de batteries ;
- Collecte, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) gris, de métaux ferreux et non ferreux, de plastiques, papiers, cartons, bois, gravats et de déchets industriels en mélange ;
- Traitement de câbles électriques (par broyage), de métaux ferreux (par broyage) et de papiers/cartons (pressés en balles et ou broyés) ;
- Stockage de déchets avant et après traitement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Modification de l'installation	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 1.5.1	Demande d'action corrective	9 mois
5	conditions d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 9.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	situation administrative	APC du 01/10/2024, article 1	/	Sans objet
3	quantité de déchets admis	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 1.2.3	/	Sans objet
4	quantité par type de déchet	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 9.2	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 4.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 3.3.1	/	Sans objet
8	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 8.7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a relevé 2 non-conformités au cours de cette visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/10/2024, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE			
Prescription contrôlée : Le tableau de classement des installations exploitées par la société METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT figurant à l'article 1.2.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2019 susvisé est actualisé comme suit :			
Rubrique	Libellé	Installations et activités autorisées	Régime (*)
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : – traitement biologique – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération – traitement du laitier et des cendres – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Broyage de câbles électriques : 36 t/j Broyage de ferrailles : 160 t/j Total : 196 t/j	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges.	Déchets dangereux (batteries) : 36 t	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j.	Presse à balles : 10 t/j Cisaille fixe : 200 t/j Broyeur à câbles : 36 t/j Broyeur à ferrailles : 160 t/j Total : 406 t/j	A
2713	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m².	Transit et tri de déchets de métaux, regroupement de déchets avant traitement 3 145 m²	E
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m³	Récupération et tri de déchets plastiques, papiers, cartons, bois. Entreposage de déchets plastiques broyés 1 720 m³	E

2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ (DC)	Tri de DEEE issus de la réception de ferraille platinage 300 m³	DC
2716-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Déchets à trier et déchets ultimes 900 m³	DC

Constats :

Dans un premier temps, l'exploitant a présenté ses activités en faisant un historique du site. Depuis la dernière inspection du 05/10/23, l'exploitant a installé une nouvelle ligne permettant un second tri de la fraction lourde issue du broyage des déchets (cf. point de contrôle n°2). Il a également ajouté de nouveaux murs de mégablocs coupe-feu 2h pour former de nouvelles alvéoles.

Lors de l'inspection, les activités relevant de la réglementation des ICPE ont été passées en revues :

- 3532 : en 2024, l'installation a broyé 7,8 t de câbles et 73,2 t de ferrailles par jour en moyenne, bien en dessous des maxima autorisés ;

-2718-1 : en 2024, l'installation a stocké un maximum de 27 t de batteries (fin décembre), en dessous du maximum autorisé ;

- 2791-1 : par sondage, l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter les quantités de déchets traités le 6 janvier 2025. Ce jour-ci, la presse à balles a traité 4 t de déchets, la cisaille fixe 33 t, le broyeur à câbles 1,28 t et le broyeur ferrailles 574 t ;

-2713 et 2714-1 : les surfaces dédiées au transit, regroupement, tri ou regroupement des déchets non-dangereux n'ont pas été modifiées ;

- 2711-2 et 2716-2 : lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que les volumes de DEEE et de déchets à trier et déchets ultimes étaient très inférieurs à 300 m³ et 900 m³, respectivement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modification de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 1.5.1

Thème(s) : Situation administrative, Modification de l'installation

Prescription contrôlée :

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir installé, en 2024, une nouvelle ligne ("ligne Elise") pour optimiser le tri des matières en sortie de broyeur. L'exploitant a précisé que cette nouvelle ligne de tri ne modifiait ni le classement ICPE du site, ni la quantité de déchets traités, étant donné que la "ligne Elise" a été installée pour trier des matières déjà triées sur l'installation. Néanmoins, au vu des machines associées à cette modification et de leur potentiel impact sur les intérêts protégés par le code de l'environnement (nuisances sonores notamment), l'exploitant aurait dû porter à connaissance à l'Inspection des installations classées en apportant tous les éléments d'appréciation permettant de juger du caractère notable ou non de cette modification. Or, il ne l'a pas fait. **Ceci constitue une non-conformité.**

Non-conformité n°1 : l'exploitant n'a pas porté la modification de son installation à la connaissance de l'Inspection. Il lui est demandé de déposer un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation permettant de juger du caractère notable ou non de cette modification dans un délai de 9 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : quantité de déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 1.2.3

Thème(s) : Situation administrative, quantité de déchets admis

Prescription contrôlée :

Le site ne peut pas recevoir plus de 131 072 tonnes par an de déchets selon les seuils définis par installation ci-après :

- 9 036 t/an de déchets au sein de l'installation de broyage de câbles,
- 2 510 t/an de déchets au sein de l'installation de presse à balles,
- 50 200 t/an de déchets au sein de l'installation de cisailage de métaux,
- 40 160 t/an de déchets au sein de l'installation de broyage de ferrailles,
- 29 166 t/an de déchets au sein des installations de tri et transit.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté son bilan pour l'année 2024. Celui-ci montre que la quantité totale de déchets reçus était d'environ 36 000 t. Les déchets entrants par activité sont les suivants :

- broyage de câbles : 1 974 t ;
- broyage des ferrailles : 18 461 t ;
- cisailage des métaux : 50 200 t ;
- presse à balles 1 201 t ;
- déchets (tri/transit) : 4 345 t.

Toutes ces quantités sont très inférieures aux seuils limites autorisés.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : quantité par type de déchet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 9.2

Thème(s) : Risques chroniques, quantité par type de déchet

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature et la quantité des déchets présents sur le site. Cet inventaire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [...]

Les quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site sont les suivantes :

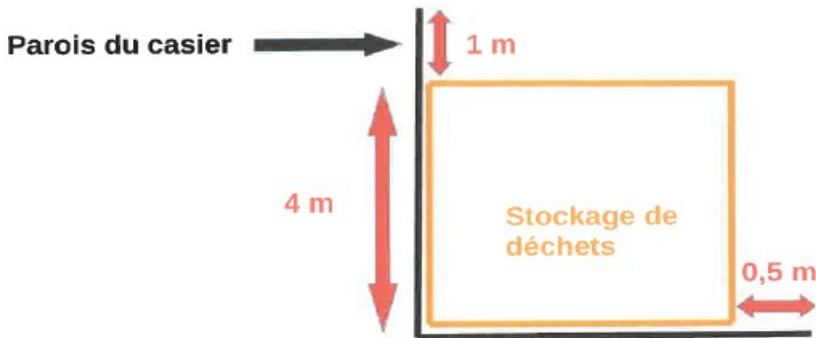
Constats :

Par courriel du 23 juillet 2025, l'exploitant a transmis son état des stocks au jour de l'inspection. Il apparaît que les quantités de déchets sont inférieures aux quantités maximales autorisées, tant en masse qu'en volume, pour tous les types de déchets. L'Inspection constate notamment que le site stocke actuellement 12,62 t de batteries représentant un volume de 11 m³, 350 t de ferraille à broyer représentant un volume de 1 751 m³, 846,9 t de ferrailles broyées (E40) représentant un volume de 847 m³ et 202,74 t de métaux non ferreux représentant un volume de 1 014 m³.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : conditions d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 9.5
Thème(s) : Risques chroniques, conditions d'entreposage des déchets
Prescription contrôlée : <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>Toutes les mesures sont prises pour éviter l'envol des déchets stockés en extérieur.</p> <p>Les stockages de déchets dans les casiers en extérieur respectent les conditions d'entreposage définies sur le schéma ci-dessous :</p>

Constats : <p>Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que le stock de ferrailles à broyer dépassait les parois du casier en hauteur et en largeur. Ceci constitue une non-conformité.</p> <p>L'exploitant indiqué que cette situation était liée à un problème mécanique au niveau de la presse à cisaille qui a pris plusieurs semaines avant d'être réglé, de sorte que le stock s'est accumulé. Il a précisé que l'installation fonctionnait de nouveau et que le stock respecterait les conditions d'entreposage d'ici la fin de l'été.</p> <p>Non-conformité n°2 : l'exploitant ne respecte pas les conditions d'entreposage des déchets en extérieur. Il est demandé à l'exploitant de respecter ces conditions d'entreposage dans un délai de 2 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 4.5																									
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux																									
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2024																									
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :</p>																									
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Fréquence des mesures</th><th>Nature du prélèvement</th></tr></thead><tbody><tr><td>Débit</td><td rowspan="15">semestrielle</td><td rowspan="15">Par un organisme compétent sur un prélèvement 24h proportionnel au débit</td></tr><tr><td>pH</td></tr><tr><td>Température</td></tr><tr><td>Matières en suspension (MES)</td></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td></tr><tr><td>Carbone Organique Total (COT)</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux (HCT)</td></tr><tr><td>Plomb (Pb)</td></tr><tr><td>Chrome (Cr)</td></tr><tr><td>Cuivre (Cu)</td></tr><tr><td>Zinc et composés (Zn)</td></tr><tr><td>Arsenic et ses composés (As)</td></tr><tr><td>Cadmium et ses composés (Cd)</td></tr><tr><td>Mercure et ses composés (Hg)</td></tr><tr><td>Nickel et ses composés (Ni)</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Fréquence des mesures	Nature du prélèvement	Débit	semestrielle	Par un organisme compétent sur un prélèvement 24h proportionnel au débit	pH	Température	Matières en suspension (MES)	Demande chimique en oxygène (DCO)	Carbone Organique Total (COT)	Hydrocarbures totaux (HCT)	Plomb (Pb)	Chrome (Cr)	Cuivre (Cu)	Zinc et composés (Zn)	Arsenic et ses composés (As)	Cadmium et ses composés (Cd)	Mercure et ses composés (Hg)	Nickel et ses composés (Ni)					
Paramètres	Fréquence des mesures	Nature du prélèvement																							
Débit	semestrielle	Par un organisme compétent sur un prélèvement 24h proportionnel au débit																							
pH																									
Température																									
Matières en suspension (MES)																									
Demande chimique en oxygène (DCO)																									
Carbone Organique Total (COT)																									
Hydrocarbures totaux (HCT)																									
Plomb (Pb)																									
Chrome (Cr)																									
Cuivre (Cu)																									
Zinc et composés (Zn)																									
Arsenic et ses composés (As)																									
Cadmium et ses composés (Cd)																									
Mercure et ses composés (Hg)																									
Nickel et ses composés (Ni)																									
Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1																									
<table border="1"><thead><tr><th>Point de rejet</th><th colspan="2">N°1</th></tr></thead><tbody><tr><td rowspan="2">Nature des effluents</td><td colspan="2">EPp</td></tr><tr><td>Eaux pluviales de ruissellement issues de la dalle béton du broyeur de ferrailles</td><td>Eaux pluviales de voirie et de toiture et eaux polluées lors d'un accident</td></tr><tr><td>Pré-traitement</td><td>Séparateur d'hydrocarbures</td><td>Aucun</td></tr><tr><td>Traitement avant rejet</td><td colspan="2">Séparateur d'hydrocarbures</td></tr><tr><td>Exutoire du rejet</td><td colspan="2">Bassin de la Peupleraie</td></tr><tr><td>Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective</td><td colspan="2">Ru de Liesse et Oise</td></tr><tr><td>Débit maximum horaire (m³/h)</td><td colspan="2">11</td></tr></tbody></table>	Point de rejet	N°1		Nature des effluents	EPp		Eaux pluviales de ruissellement issues de la dalle béton du broyeur de ferrailles	Eaux pluviales de voirie et de toiture et eaux polluées lors d'un accident	Pré-traitement	Séparateur d'hydrocarbures	Aucun	Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures		Exutoire du rejet	Bassin de la Peupleraie		Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Ru de Liesse et Oise		Débit maximum horaire (m³/h)	11			
Point de rejet	N°1																								
Nature des effluents	EPp																								
	Eaux pluviales de ruissellement issues de la dalle béton du broyeur de ferrailles	Eaux pluviales de voirie et de toiture et eaux polluées lors d'un accident																							
Pré-traitement	Séparateur d'hydrocarbures	Aucun																							
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures																								
Exutoire du rejet	Bassin de la Peupleraie																								
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Ru de Liesse et Oise																								
Débit maximum horaire (m³/h)	11																								

Constats :

L'exploitant a indiqué que les mesures du 1er semestre des eaux pluviales susceptibles d'être polluées (Epp) avaient été réalisées le 7 juillet 2025 mais qu'il n'avait pas encore reçu le rapport correspondant. Il a précisé que le laboratoire en charge de ces analyses était venu à plusieurs reprises au premier semestre, mais que le déficit de pluie observé dans la zone au printemps avait empêché de prélever les échantillons avant juillet.

Par courriel du 23 juillet 2025, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses des Epp des 30/04/2024 et 03/12/2024. Si ceux-ci montrent une amélioration de la qualité de ces eaux par rapport à l'année 2023, on y observe toujours des dépassements en DCO, COT, Cu (0,1 mg/l en décembre 2024), Pb (0,06 mg/l en décembre 2024) et Zn (0,86 mg/l en décembre 2024). Si ces dépassements sont toujours significatifs, l'Inspection note qu'il y a une diminution constante de la concentration en métaux analysés depuis 2022. L'exploitation indique que cette amélioration est liée aux opérations de nettoyage qu'il fait faire deux fois par an sur ses installations de traitement et le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Il a également prospecté pour pouvoir installer un bassin de décantation sur des parcelles adjacentes à l'installation, prospection qui s'est avérée non-conclusive.

Enfin, l'exploitant a indiqué que les laboratoires chargés des mesures rencontraient des difficultés à faire des prélèvements sur 24h. L'Inspection lui recommande de déposer un dossier de porter à connaissance pour demander une modification des conditions d'analyse.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au vu des dépassements réguliers de certains paramètres analysés, et ce depuis plusieurs années, l'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 9 mois, de se positionner sur un scénario d'amélioration qui permettrait d'éviter ces dépassements à l'avenir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

Les mesures portent sur les rejets suivants :

Émissaire concerné	Paramètres	Fréquence des mesures
Conduits n°1 et 2	Débit	annuelle
	Poussières	semestrielle
	COVT	semestrielle
	PCB de type dioxine	annuelle
	Métaux (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V)	annuelle

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 2.6.2 sont réalisées une fois par an à compter de la notification du présent arrêté pour chaque rejet atmosphérique, et pour l'ensemble des paramètres visés dans le tableau ci-dessus. Elles peuvent se substituer aux mesures à réaliser une fois par an dans le cadre de l'auto-surveillance mentionnées dans le tableau ci-dessus.

[...]

Constats :

L'exploitant a indiqué que les mesures du 1er semestre des rejets atmosphériques avaient été réalisées le 7 mai 2025 mais qu'il n'avait pas encore reçu le rapport correspondant.

Par courriel du 23 juillet 2025, il a transmis les rapports des analyses des 14/03/2024 et 05/12/2024. Il apparaît que les concentrations et flux de poussières sont conformes à la réglementation pour les trois conduits analysés.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/10/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi qu'un plan des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours : des plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et mentionnent les dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.2.1 ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets stockés dans l'installation.• de robinets incendie armés (RIA) situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel. Les RIA sont répartis dans les zones suivantes :<ul style="list-style-type: none">◦ les aires extérieures de stockage de déchets non dangereux;◦ la ligne de broyage de ferrailles (6 RIA).• d'au moins 2 poteaux incendie présents autour de l'installation d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 permettant de fournir, en fonctionnement simultané, un débit minimal de 60 mètres cubes par heure par poteau pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Le poteau incendie le plus proche de l'installation se trouve à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres appareils, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). <p>Les réseaux garantissent l'alimentation de ces appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 120 mètres cubes par heure pendant deux heures (conformément au document technique D9).</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie.</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un groupe mobile sur groupe motopompe thermique associé à une réserve d'eau d'1 m³ ;

[...]

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

L'exploitant a précisé les moyens de lutte contre l'incendie de l'installation :

- un plan de sécurité, visible à l'accueil du site, qui montre bien les différentes zones de danger, les aires de gestion des produits ou déchets et la vanne de confinement des eaux en cas d'incendie ;
- des extincteurs, répartis sur tout le site, dont la vérification annuelle s'est tenue le 15 janvier 2025 ;
- les poteaux incendie dont les plus proches sont situés à 80, 125 et 145 m du site. L'exploitant a pu prouver leur disponibilité (pression et débit) en transmettant le rapport de contrôle de ces poteaux daté du 1er août 2024 ;
- de points d'arrosage à l'intérieur du broyeur à ferrailles pour limiter les risques d'incendie et d'échauffement ;
- deux nouveaux RIAs mobiles équipés de pompes. Ceux-ci ont été achetés pour remplacer le groupe motopompe associé à une réserve d'eau d'1 m³ qui était présent sur l'installation dans le passé et qui s'est avéré inadapté à la situation du site.

Il a également indiqué ne pas pouvoir installer de RIAs fixes comme demandés dans son arrêté préfectoral car le SDIS lui a indiqué que la pression d'eau dans la zone serait insuffisante pour alimenter les RIAs et les poteaux incendie.

Il apparaît donc que la prescription est inadaptée à la situation actuelle de l'exploitation du site. L'Inspection recommande donc à l'exploitant de faire une demande de modification de cette prescription afin qu'elle soit mieux adaptée à sa situation.

Type de suites proposées : Sans suite